

Polémique autour d'un voyage d'une délégation canadienne au Burundi

Radio-Canada, 03-05-2023 Voyage au Burundi : Le CÅ%F sâ€™explique Mercredi, le directeur gÃ©nÃ©ral du Conseil des Ã©coles fransaskoises (CÅ%F), Ronald Ajavon, a dÃ©fendu le bien-fondÃ© de la mission du conseil scolaire au Burundi. Ce dernier a donnÃ© la rÃ©ponse Ã des membres de la communautÃ© fransaskoise qui ont remis ce voyage en question.

Du 17 au 21 avril, une dÃ©lÃ©gation du CÅ%F s'est rendue au Burundi. Selon Ronald Ajavon, ce voyage s'est fait dans le but de tisser des partenariats avec des Ã©coles locales dans ce pays. Lors de cette mission, les membres de cette dÃ©lÃ©gation ont rencontrÃ© plusieurs dirigeants, dont le prÃ©sident de la RÃ©publique du Burundi, Ndayishimiye Ndayishimiye sur son site internet, la prÃ©sidence burundaise souligne que le directeur gÃ©nÃ©ral du Conseil des Ã©coles fransaskoises du Canada a indiquÃ© que c'est dans cette optique que leur organisation va implanter une Ã©cole agricole d'excellence et un centre semencier de Mahwa. Une information dÃ©mentie par Ronald Ajavon. Cette derniÃ©re, diffusÃ©e sur plusieurs sites internet, a d'ailleurs Ã©tÃ© supprimÃ©e peu de temps aprÃ©s. Une partie de la communautÃ© fransaskoise a toutefois soulignÃ© que le CÅ%F a des tÃ¢ches plus importantes dans la province qu'au l'Ã©tranger. « On nage en plein dÃ©lire, et aprÃ©s j'entends que l'on n'a pas de budget pour des rÃ©novations de nos Ã©coles, que les enseignants n'ont pas de budget pour leurs classes, qu'il y a des coupures partout. »

Extrait d'une publication d'un membre de la communautÃ© fransaskoise sur Facebook Une mission pour garder l'Ã©cole de Gravelbourg Pour Ronald Ajavon, il n'Ã©tait pas question de crÃ©ation d'une Ã©cole internationale, mais d'un partenariat pour revitaliser la communautÃ© francophone de Gravelbourg. « Garder Gravelbourg, ce n'est pas juste garder qu'une Ã©cole, c'est garder une communautÃ©, garder le fait franÃ§ais, l'Ã©cole est le vecteur d'Ã©panouissement d'une communautÃ©. »

Une citation de Ronald Ajavon, directeur gÃ©nÃ©ral du Conseil des Ã©coles fransaskoises Ronald Ajavon explique que ce dÃ©placement au Burundi pour signer un accord Ã©tait nÃ©cessaire, car ce pays n'a pas d'ambassade au Canada. Il ajoute que des ententes similaires ont dÃ©jÃ Ã©tÃ© signÃ©es avec des pays comme le Burkina Faso ou le Mali. Nous avons des Ã©lÃ©ves du Burundi qui avaient du mal Ã avoir leurs visas parce qu'on n'avait pas de partenariat signÃ©, prÃ©cise-t-il. Ronald Ajavon s'est aussi dÃ©fendu face aux accusations liÃ©es aux manques de communication et de transparence, en affirmant que le voyage s'est passÃ© trÃ©s vite, il fallait organiser Ã§a dans quelques jours rapidement et nous n'avons pas eu le temps de communiquer. Il ajoute que ce voyage a coÃ»tÃ© 14 000 \$ au CÅ%F et que l'argent provient du fonds de relation externe du Conseil des Ã©coles fransaskoises pour les billets d'avion en classe Ã©conomique. Le reste des frais comme l'hÃ©tel, les dÃ©placements sur place ainsi que les visas ont Ã©tÃ© couverts par le Burundi, ajoute-t-il. Il rappelle qu'il y a quelques annÃ©es de cela, l'Ã©cole Mathieu de Gravelbourg n'avait qu'un Ã©lÃ©ve et que cet Ã©tablissement est maintenant frÃ©quentÃ© par 12 Ã©lÃ©ves. Plusieurs de ces Ã©lÃ©ves viennent du Burundi. L'Ã©cole Mathieu de Gravelbourg a 400 000 \$ de dÃ©ficit, indique Ronald Ajavon. Pour moi dÃ©penser 14 000 \$ pour un voyage et avoir au minimum une trentaine d'Ã©lÃ©ves qui vont payer chacun 17 000 \$, c'est un investissement avec un retour assez important, un retour pas juste financier, mais aussi pour la communautÃ© francophone, et je pense que s'il fallait le refaire, je le referai. Avec les informations de Perrine Pinel